**ÉTUDE DES CRÉDITS
2014-2015**

**OFFICE DE LA PROTECTION DU
CONSOMMATEUR**

**RENSEIGNEMENTS
GÉNÉRAUX**

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- LES ENDROITS, DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, HÉBERGEMENT, REPAS, ETC.)
- LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE), REGROUPÉS PAR MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS;
- LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR.
- LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

ENDROIT DE LA MISSION	DATE DÉPART	DATE RETOUR	MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	BUT DU VOYAGE
Paris, France	2013-04-22	2013-04-24	Claude Pinault, vice-président	Membres de la délégation canadienne et délégués des pays membres de l'OCDE qui participent aux travaux du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE	2 091,91 \$	Participer à la réunion semestrielle du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
Toronto, Canada	2013-04-23	2013-04-23	Nathalie Jackson, avocate	Membres de l'équipe d'agents du TVB (Télévision Bureau of Canada)	153,95 \$	Rencontre du TVB (Television Bureau Of Canada) relativement à la publicité destinée aux enfants.
Toronto, Canada	2013-08-22	2013-08-22	Marc Migneault, avocat	Représentants des Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada	684,59 \$	Rencontre avec les Constructeurs mondiaux d'automobiles du Canada.
Toronto, Canada	2013-09-11	2013-09-12	Claude Pinault, vice-président André Allard, directeur des affaires juridiques Geneviève Duchesne, avocate	Membres et représentants des comités ministériels responsables de la protection des consommateurs du Canada	2 463,05 \$	M. Claude Pinault a remplacé M. Louis Borgeat, président de l'Office, à titre de co-président de la rencontre du Comité des sous-ministres responsables de la consommation au Canada. M. André Allard et Mme Geneviève Duchesne ont accompagné le vice-président à la Conférence fédérale, provinciale et territoriale des sous-ministres responsables de la protection des consommateurs au Canada.

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- LES ENDROITS, DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, HÉBERGEMENT, REPAS, ETC.)
- LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE), REGROUPÉS PAR MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS;
- LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR.
- LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

ENDROIT DE LA MISSION	DATE DÉPART	DATE RETOUR	MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	BUT DU VOYAGE
Paris, France	2013-11-04	2013-11-06	Claude Pinault, vice-président	Membres de la délégation canadienne et délégués des pays membres de l'OCDE qui participent aux travaux du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'OCDE	2 550,54 \$	Participer à la réunion semestrielle du Comité de la politique à l'égard des consommateurs de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).
Toronto, Canada	2013-12-03	2013-12-04	Claude Pinault, vice-président	Membres du conseil d'administration du PAVAC (Programme d'arbitrage pour véhicules automobiles du Canada)	0,00 \$	Agir à titre de membre du Conseil d'administration et représentant d'une entité gouvernementale canadienne auprès du PAVAC (Programme canadien d'arbitrage pour véhicules automobiles)
Ottawa, Canada	2014-02-13	2014-02-13	André Allard, directeur des affaires juridiques Geneviève Duchesne, avocate Michèle Milhomme-Drouin, avocate Stéphanie Poulin, avocate	Cour suprême du Canada	82,01 \$	Audience à la Cour suprême du Canada dans les dossiers Marcotte et Adams
Ottawa, Canada	2014-02-13	2014-02-14	Joël Simard, avocat Marc Migneault, avocat	Cour suprême du Canada	551,16 \$	Audience à la Cour suprême du Canada dans les dossiers Marcotte et Adams

G.1 LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- LES ENDROITS, DATES DU DÉPART ET DU RETOUR;
- LA COPIE DES PROGRAMMES ET RAPPORTS DE MISSION;
- LES PERSONNES RENCONTRÉES;
- LE COÛT (AVEC UNE VENTILATION PAR POSTE : FRAIS DE DÉPLACEMENT, HÉBERGEMENT, REPAS, ETC.)
- LE NOM DES MINISTRES, DÉPUTÉS, DU PERSONNEL DE CABINET, DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS (AVEC LEUR TITRE) ET DES AUTRES PARTICIPANTS (AVEC LEUR TITRE), REGROUPÉS PAR MISSION;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS DES DIRIGEANTS ET FONCTIONNAIRES CONCERNÉS;
- LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES OU ANNONCÉES, LE CAS ÉCHÉANT :
 - LES DÉTAILS DE CES ENTENTES;
 - LES RÉSULTATS OBTENUS À CE JOUR.
- LES INVESTISSEMENTS ANNONCÉS, LE CAS ÉCHÉANT.

ENDROIT DE LA MISSION	DATE DÉPART	DATE RETOUR	MEMBRES PRÉSENTS AU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	BUT DU VOYAGE
Ottawa, Canada	2014-02-19	2014-02-20	Charles Tanguay, responsables des partenariats stratégiques	Représentants d'Industrie Canada, Université de Waterloo, Conseil des consommateurs du Canada, Option consommateurs, Centre pour la défense de l'intérêt public, Union des consommateurs, Université de Toronto, Université d'Ottawa, Groupe CSA, Agence de la consommation en matière financière du Canada et Ministère des services aux consommateurs de l'Ontario.	73,47 \$	Réunion de groupe informel d'experts en recherche sur l'intérêt des consommateurs, sous l'égide du Bureau de la consommation d'Industrie Canada et de l'Université de Waterloo, Ontario.
Toronto, Canada	2014-03-12	2014-03-13	Claude Pinault, vice-président	Membres du conseil d'administration du PAVAC (Programme d'arbitrage pour véhicules automobiles du Canada)	0,00 \$	Agir à titre de membre du Conseil d'administration et représentant d'une entité gouvernementale canadienne auprès du PAVAC (Programme canadien d'arbitrage pour véhicules automobiles).

Données au 31 mars 2014

G.2 POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE AU QUÉBEC PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 :

- L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;
- LES COÛTS VENTILÉS;
- LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE : FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;
- POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.

Aucun voyage ou déplacement au Québec n'a été effectué en avion ou en hélicoptère par le dirigeant de notre organisme.

G.3 LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME :

- LA VENTILATION DES SOMMES DÉPENSÉES POUR CHACUN DES EXERCICES FINANCIERS 2012-2013 ET 2013-2014, ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- LES NOMS DES FIRMES DE PUBLICITÉ;
- LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- LES NOMS DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIES;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- DANS LE CAS D'UNE COMMANDITE, L'ORGANISME BÉNÉFICIAIRE;
- LE COÛT TOTAL ET VENTILÉ POUR LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE.

PUBLICITÉ	MODE D'OCTROI	BUT DE LA DÉPENSE	Coût
Éditions Protégez-vous, Les	Gré à gré	Espace partenaires	4 900,00 \$
Fédération des comités de parents du Québec	Gré à gré	½ page dans la revue annuelle Action Parents pour promouvoir la « Zone enseignants » du site Web de l'Office	550,00 \$
Centre de services partagés du Québec (CSPQ) – Service de placements médias	N/A	Avis public dans le journal Le Soleil et Le Journal de Québec relativement à la fermeture de la résidence funéraire Michel Gravel inc.	1 261,84 \$
Publications du Québec, Les – CSPQ	N/A	Gazette officielle	556,20 \$
(Total de 894,45 \$ versé pour deux publications distinctes dans la Gazette officielle)	N/A	Gazette officielle	338,25 \$
ARTICLES PROMOTIONNELS	MODE D'OCTROI	BUT DE LA DÉPENSE	Coût
Sumacom	Appel d'offres sur invitation	Impression de protège-cartes (Politique d'exactitude des prix et site Web de l'Office)	13 964,71 \$
COMMANDITES	MODE D'OCTROI	ACTIVITÉ COMMANDITÉE	Coût
Aucune			-
COMMUNIQUÉS DE PRESSE	MODE D'OCTROI	BUT DE LA DÉPENSE	Coût
CNW Telbec	Appel d'offres public fait pour l'ensemble des M/O par le CSPQ	Émission de communiqués de presse	1 594,04 \$

G.4 LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :

- LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENTS.

PAR UNE FIRME EXTERNE :

- LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE;
- LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS VENTILÉ PAR TYPE D'ÉVÉNEMENTS;
- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME DE PUBLICITÉ;
- LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION, CONTRAT NÉGOCIÉ, AVENANTS);
- LE NOM DES FOURNISSEURS, INCLUANT LES CONTRATS DE PHOTOGRAPHIE, DES VIDÉOS, ETC.

L'Office de la protection du consommateur n'a tenu aucune conférence de presse, événement médiatique ou autre événement en 2013-2014. Il n'y a pas de conférences de presse ou d'événements médiatiques prévus pour l'instant en 2014-2015.

G.5 LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION**ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME :**

- LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE :

- LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;
- LE NOM DE LA OU DES FIRMES DE PUBLICITÉ;
- LE MODE D'OCTROI DU CONTRAT (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ);
- LES NOMS DES FOURNISSEURS;
- LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.

Voici Les dépenses en formation de communication payées par l'Office :

	Sommes dépensées	Firmes de publicité	Mode d'octroi du contrat	Fournisseurs	But visé
Journée infopresse	867,64 \$	N/A	N/A	Éditions Infopresse	Acquérir des connaissances sur : communications par les institutions publiques
Placement média Web	455,00 \$	N/A	N/A	SOCOM	Acquérir des connaissances sur : achat de publicité sur le Web (achats de mot-clés, publicité Facebook, etc.)

- G.6 LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS :**
- **LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015;**
 - **LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE.**
-

L'Office n'a organisé aucune formation de communication pour le personnel politique, les membres du Conseil exécutif ou les députés au cours de l'exercice financier 2013-2014.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi ☐ ☐
Above Sécurité	Valider la conformité de l'Office à la norme internationale PCI-DSS	1 000,00 \$	gré à gré
Ad Hoc Recherche inc.	Réaliser un sondage en ligne auprès de l'ensemble des employés dans le but de mesurer le climat organisationnel	7 069,00 \$	gré à gré
Asselin, Marie	Effectuer des travaux de traduction et de révision	12 453,78 \$	gré à gré
Bell Canada	Publier les coordonnées des bureaux de l'Office dans les pages bleues	3 428,64 \$	gré à gré
Bell Canada	Installer et configurer les produits logiciels McAfee	10 225,60 \$	gré à gré
Bell Canada	Configurer et installer la suite de logiciels « Novo » (log et coach), former les employés et offrir un service support	3 421,60 \$	gré à gré
Bouchard, Denise	Compléter le transfert d'expertise relatif aux activités du greffe pénal	1 682,58 \$	gré à gré
Capreit Limited Partnership	Effectuer des travaux d'entretien et de réparation dans les locaux de l'Office	6 309,54 \$	gré à gré

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi ☐ ☐
Christine Paré Communication inc.	Fournir des services conseils en rédaction	8 750,00 \$	gré à gré
CNW Telbec	Diffuser des communiqués de presse	1 594,04 \$	A.O.P.
Consultants Longpré & associés inc., Les	Fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'aide à la personne (PAP)	5 060,00 \$	gré à gré
Copies de la Capitale, Les	Effectuer l'impression de divers documents de l'Office	1 712,99 \$	gré à gré
Côté, Paul Raymond	Effectuer la traduction de divers documents de l'Office	2 907,00 \$	gré à gré
Desjardins, Ginette	Effectuer la formation de deux nouveaux agents de protection du consommateur relativement au service à la clientèle	6 370,00 \$	gré à gré
Édifice les Façades inc.	Effectuer des travaux de nettoyage, de manutention, d'entretien et de réparation dans le bureau de Québec	1 225,62 \$	gré à gré
GDI Services (Québec) S.E.C.	Effectuer des travaux de nettoyage, de manutention, d'entretien et de réparation dans le bureau de Montréal	2 290,87 \$	gré à gré

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi ☐ ☐
Gendron actuaire-conseil inc.	Effectuer la vérification des taux de crédit de certains documents afin de s'assurer de leur conformité relativement aux dispositions de la <i>Loi sur la protection du consommateur</i> et de son règlement	7 560,00 \$	gré à gré
Henri A. Lafortune inc.	Procéder à l'impression de documents juridiques	4 732,89 \$	gré à gré
Impressions Bourg-Royal, Les	Réaliser des travaux d'impression de documents pour les trousseaux d'information	1 839,00 \$	A.O.I.
Impressions Stampa inc. Les	Réaliser des travaux d'impression de différents documents, formulaires et permis	14 950,98 \$	gré à gré
Interscript inc.	Fournir des services de graphisme	2 205,00 \$	gré à gré
J. B. Deschamps inc.	Fournir des services d'impression du Guide – Aînés et Consommation – des droits à faire valoir	16 038,00 \$	gré à gré
Paquette & associés, huissiers de justice S.E.N.C.R.L.	Fournir des services de huissiers	7 439,59 \$	gré à gré
Pleau, Normand (N. Pixel)	Fournir des services d'édition et de graphisme	12 226,50 \$	gré à gré

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi ☐ ☐
Purolator	Fournir des services de messagerie	15 897,22 \$	A.O.P.
Ranstad Intérim inc.	Fournir des services de placement temporaire de ressources humaines	4 744,75 \$	gré à gré
Ressac Média	Implanter et configurer l'outil de cueillette et d'analyse de statistiques « Google Analytics » dans l'environnement Web	14 750,00 \$	gré à gré
RM Psychologie organisationnelle	Conseiller les Services administratifs dans le traitement d'un dossier de ressources humaines	2 073,92 \$	gré à gré
Séquence Digitale S.E.N.C.	Concevoir un prototype conceptuel HTML du site mobile de l'Office	2 350,00 \$	gré à gré
Service de protection et d'information du consommateur (SPIC)	Produire un rapport d'analyse et des recommandations relativement à un mécanisme international d'arbitrage obligatoire pour les contrats en ligne	5 000,00 \$	gré à gré
Service de protection et d'information du consommateur (SPIC)	Produire un rapport d'analyse et des recommandations relativement à l'évolution des modes de paiement en matière de contrats à distance	10 000,00 \$	gré à gré
Sumacom inc.	Impression de 25 000 protège-cartes (Politique d'exactitude des prix et site Web de l'Office)	13 964,71 \$	A.O.I.

G.7 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- LES NOMS DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME;
- LES NOMS DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT, LEUR MANDAT ET LE RÉSULTAT (RAPPORT OU DOCUMENT FINAL);
- LE COÛT TOTAL, Y COMPRIS LES AVENANTS ET/OU SUPPLÉMENTS;
- L'ÉCHÉANCIER;
- DANS LE CAS D'UN OCTROI PAR SOUMISSION, FOURNIR LE NOM DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DES SOUMISSIONS.

Fournisseur	Objet	Montant	Mode d'octroi ☐ ☐
SYTI inc.	Fournir des services informatiques afin d'assister le personnel de l'Office dans l'implantation de l'environnement de déploiement de logiciels à distance	1 040,00 \$	gré à gré
Textes Impeccables inc., Les	Effectuer des travaux de révision linguistique de documents réalisés par l'Office	1 812,50 \$	gré à gré
Titely, Francine	Offrir des services de médiation relativement à une problématique de climat organisationnel	3 925,00 \$	gré à gré
Vidéotron	Offrir des services de télédistribution pour les bureaux administratifs de Québec et Montréal	1 032,70 \$	gré à gré

Données en date du 31 mars 2014

¹ Légende :

- A.O.I. = Appel d'offres sur invitation
- A.O.P. = Appel d'offres public réalisé par le CSPQ pour l'ensemble des M/O

G.8 LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- LA LISTE DES SOUMISSIONS ET LE MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS;
 - LA GRILLE D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS;
 - LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU;
 - LE DÉLAI ENTRE LA PUBLICATION DE L'APPEL D'OFFRES ET L'OCTROI DU CONTRAT;
 - LE CAS ÉCHÉANT, LES APPELS D'OFFRES ANNULÉS EN COURS DE ROUTE ET LA RAISON DE L'ANNULATION.
-

Il n'y a pas eu d'appel d'offres public à l'Office de la protection du consommateur au cours de l'année 2013-2014.

G.9 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT ET FAISANT L'OBJET DE CET OCTROI;
- LE MONTANT ACCORDÉ;
- LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

Aucun contrat octroyé par l'Office en 2013-2014 n'a fait l'objet d'une autorisation par le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

G.11 LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.12 POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$ INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE, INDIQUER :

- LE NOM DU PROJET;
- LA NATURE DU PROJET;
- L'ÉCHÉANCIER INITIAL (ET REVU S'IL Y A LIEU);
- LE MONTANT INITIALEMENT PRÉVU POUR L'ENSEMBLE DU PROJET;
- LES PLUS RÉCENTES ÉVALUATIONS DU COÛT DU PROJET;
- LES COÛTS ENGENDRÉS JUSQU'À MAINTENANT PAR LE PROJET, AU TOTAL ET VENTILÉS PAR ANNÉE FINANCIÈRE;
- L'ESTIMATION DES COÛTS RESTANT À DÉBOURSER POUR COMPLÉTER LA RÉALISATION DU PROJET;
- LES FIRMES OU OSBL ASSOCIÉS AU DÉVELOPPEMENT DU PROJET, INCLUANT TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU PROJET, LES SOMMES QUI LEUR ONT ÉTÉ VERSÉES JUSQU'À CE JOUR, LE DÉTAIL DE TOUT CONTRAT OCTROYÉ EN PRÉCISANT LE MODE D'OCTROI, LE MONTANT ET LES DATES;
- LE POURCENTAGE DE RÉALISATION JUSQU'À CE JOUR;
- LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU ŒUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE;
- INDIQUER SI L'ÉTUDE D'OPPORTUNITÉ ÉVALUANT LES POSSIBILITÉS QU'OFFRE LE LOGICIEL LIBRE A ÉTÉ RÉALISÉE, COMME L'EXIGE LA POLITIQUE CADRE SUR LA GESTION DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DES ORGANISMES PUBLICS.

L'Office n'a pas initié de projet de développement informatique de 100 000 \$ ou plus en 2013-2014.

G.13 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2103-2014 (ET LA VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- LA PHOTOCOPIE;
- LE MOBILIER DE BUREAU;
- L'AMEUBLEMENT;
- LE DISTRIBUTEUR D'EAU DE SOURCE;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS;
- LE REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL ET DE FÊTES;
- L'ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT :
 - A) AU QUÉBEC
 - B) À L'EXTÉRIEUR DU QUÉBEC

DÉPENSE	COÛT
Photocopie Fournisseur Konica Minolta	5 653,46 \$
Mobilier de bureau et ameublement	12 559,71 \$
Distributeurs d'eau de source	854,30 \$
Frais de transport, d'hébergement et de repas au Québec et à l'extérieur du Québec	119 942,33 \$
Frais d'alcool et de fêtes	5 442,40 \$
Congrès, colloques et perfectionnement au Québec et à l'extérieur du Québec	
Au Québec	53 871,01 \$
À l'extérieur du Québec	0,00 \$

Données au 31 mars 2014

G.14 POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE :

- LE NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES (« BLAKBERRY », IPHONE OU AUTRES TYPES DE TÉLÉPHONES INTELLIGENTS) UTILISÉS;
- LE NOMBRE DE TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉES (IPAD OU AUTRES);
- LE NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS;
- LES COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS;
- LE COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS;
- LE COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES;
- LE NOM DES FOURNISSEURS;
- LE NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES;
- LES ORDINATEURS PORTABLES.

DESCRIPTION	COÛT, NOM OU NOMBRE
le nombre de téléphones cellulaires, « Blakberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés	39
le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) et portables	48
le nombre de téléavertisseurs utilisés	0
les coûts d'acquisition des appareils	178,50 \$
le coût d'utilisation des appareils	225,79 \$
le nom des fournisseurs	Rogers & Bell
le coût des contrats téléphoniques	7 763,96 \$
le nombre de minutes utilisées	Données non disponibles
les coûts de résiliation	0,00 \$

Données au 31 mars 2014

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

A) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET PLUS

B) LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.); 35 ANS ET MOINS

Catégorie d'emploi	Effectif				Femmes		Hommes		Personnes handicapées		Anglophones		Autochtones		Communautés culturelles	
	Régulier	Occ. ⁽¹⁾	Total	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Encadrement supérieur et juridique :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 54 ans	1	0	1	0,9%	0	0,0%	1	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
55 ans et plus	8	0	8	6,9%	1	0,9%	7	6,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	9	0	9	7,8%	1	0,9%	8	6,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel professionnel :																
Moins de 35 ans	10	7	17	14,7%	10	8,6%	7	6,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 54 ans	21	1	22	19,0%	11	9,5%	11	9,5%	1	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
55 ans et plus	6	0	6	5,2%	4	3,4%	2	1,7%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	37	8	45	38,9%	25	21,5%	20	17,2%	1	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Personnel de bureau, techniciens et assimilés :																
Moins de 35 ans	10	2	12	10,3%	6	5,2%	6	5,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	1,7%
De 35 à 54 ans	39	1	40	34,5%	30	25,9%	10	8,6%	2	1,7%	1	0,9%	1	0,9%	6	5,2%
55 ans et plus	9	1	10	8,6%	9	7,8%	1	0,9%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	58	4	62	53,4%	45	38,9%	17	14,7%	2	1,7%	1	0,9%	1	0,9%	8	6,9%
Personnel ouvrier :																
Moins de 35 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
De 35 à 54 ans	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
55 ans et plus	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	0	0	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
TOTAL PAR GROUPE D'ÂGE :																
Moins de 35 ans	20	9	29	25,0%	16	13,8%	13	11,2%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	2	1,7%
De 35 à 54 ans	61	2	63	54,4%	41	35,4%	22	19,0%	3	2,6%	1	0,9%	1	0,9%	6	5,2%
55 ans et plus	23	1	24	20,7%	14	12,1%	10	8,6%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%	0	0,0%
Total	104	12	116	100,1%	71	61,3%	45	38,8%	3	2,6%	1	0,9%	1	0,9%	8	6,9%

⁽¹⁾ Incluant les étudiants et les stagiaires

Données au 31 mars 2014

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

C) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	2013-2014
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	27,0
PERSONNEL PROFESSIONNEL	226,0
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	377,5
PERSONNEL OUVRIER	S/O
TOTAL	630,5

Données au 31 mars 2014

D) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE CONGÉ DE MALADIE MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

E) LE NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES;

CATÉGORIE D'EMPLOI	PAYÉES	COMPENSÉES	TOTAL
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	-	-	-
PERSONNEL PROFESSIONNEL	631,89	265,0	896,89
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	620,46	369,43	989,89
PERSONNEL OUVRIER	S/O	S/O	S/O
TOTAL	1 259,18	640,18	1 899,36

Données au 31 mars 2014

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ET LE RÉSEAU DE L'ÉDUCATION) :

F) LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL;

CATÉGORIE D'EMPLOI	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Total
ENCADREMENT SUPÉRIEUR ET JURIDIQUE	6,5	3,5	40,5	70	48	20	9,5	2	13	11		2	226
PERSONNEL PROFESSIONNEL	32	44	82,5	166,5	171,5	30,5	15,5	6	75	37	18	16	694,5
PERSONNEL DE BUREAU, TECHNICIENS ET ASSIMILÉS	31	95,5	116	281	274	50,5	34	20	93,5	65,5	40	20	1121
PERSONNEL OUVRIER	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
TOTAL	69,5	143	239	517,5	493,5	101	59	28	181,5	113,5	58	38	2041,5

Données au 31 mars 2014

G) LE NOMBRE DE PERSONNES AYANT DANS LEUR RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES MOINS DE 10 JOURS, DE 10 À 50 JOURS, DE 50 À 100 JOURS ET 100 JOURS ET PLUS, ET LEUR VALEUR ESTIMÉE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H) LE NOMBRE DE PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

- I. LE NOMBRE DE PERSONNES ET LA RÉPARTITION PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) QUI REÇOIVENT UNE RÉMUNÉRATION DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME RELEVANT DU MINISTÈRE, ET QUI REÇOIVENT ÉGALEMENT UNE PRESTATION DE RETRAITE D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPs, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES AGENCES RÉGIONALES ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS ;**

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès à l'information. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès à l'information.

- J. L'ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, ETC.) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) ;**

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 31 MARS 2014							
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH. ²	FONCT.	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1		3
Québec	2		4	19	9	4	38
Montréal		1	1	13	9	1	25
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	2	1	5	35	19	5	67
BUREAUX RÉGIONAUX							
Québec					6		6
Montréal			1		10		11
Gaspé					0		0
Gatineau				1	2		3
Saguenay				1	3		4
Rimouski					1		1
Rouyn-Noranda					1		1
Sept-Îles					1		1
Sherbrooke					3		3
Saint-Jérôme					3		3
Trois-Rivières					4		4
SOUS-TOTAL	0	0	1	2	34	0	36
TOTAL	2	1	6	37	53	5	104

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 30 NOVEMBRE 2012							
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	2		5	19	8	5	39
Montréal		1	1	11	7	2	22
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	2	1	6	33	16	8	66
BUREAUX RÉGIONAUX							
Québec				1		5	6
Montréal			1			10	11
Gaspé						1	1
Gatineau				1		2	3
Saguenay				1		3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						4	4
SOUS-TOTAL	0	0	1	3	0	34	38
TOTAL	2	1	7	36	16	42	104

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

EFFECTIFS RÉGULIERS EN PLACE AU 31 MARS 2012							
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	1		5	17	6	5	34
Montréal		1	1	11	6	1	20
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	1	1	6	31	13	7	59
BUREAUX RÉGIONAUX							
Québec				1		5	6
Montréal			1			10	11
Gaspé						1	1
Gatineau				1		2	3
Saguenay				1		3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						4	4
SOUS-TOTAL	0	0	1	3	0	34	38
TOTAL	1	1	7	34	13	41	97

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

K. ÉVOLUTION DU NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR ;

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
EXPERT	4	4	4
ÉMÉRITE	-	-	-

L. LE NOMBRE D'EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE QU'ILS ONT ACCOMPLIE ;

	2011-2012	2012-2013	2013-2014
TRAITEMENT SUPÉRIEUR	1	1	8

M. LE NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIES D'EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL (CENTRE PRINCIPAL DE DIRECTION ET CHACUNE DES RÉGIONS) ;

EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ - VENTILATION AU 1 ^{ER} AVRIL 2013							
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI						TOTAL
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH. ²	FONCT.	
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				1	1		2
Québec	1		3	20	10	4	38
Montréal		1	1	12	8	2	24
SOUS-TOTAL	1	1	4	33	19	6	64
BUREAUX RÉGIONAUX							
Québec			1		6		7
Montréal			1		12		13
Gaspé					1		1
Gatineau			1		3		4
Saguenay			1		3		4
Rimouski					1		1
Rouyn-Noranda					1		1
Sept-Îles					1		1
Sherbrooke					3		3
Saint-Jérôme					3		3
Trois-Rivières			1	2	4	1	8
SOUS-TOTAL			5	2	38	1	46
TOTAL	1	1	9	35	57	7	110

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

G.15 CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ – VENTILATION AU 1 ^{ER} AVRIL 2012							
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	1		4	21	8	6	40
Montréal		1	1	12	8	1	23
Gatineau				1			1
SOUS-TOTAL	1	1	5	36	17	8	68
BUREAUX RÉGIONAUX							
Québec			1			6	7
Montréal			1			12	13
Gaspé						1	1
Gatineau			1			3	4
Saguenay			1			3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						4	4
SOUS-TOTAL	0	0	4	0	0	38	42
TOTAL	1	1	9	36	17	46	110

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

EFFECTIF RÉGULIER AUTORISÉ – VENTILATION AU 1 ^{ER} AVRIL 2011							
RÉGION	CATÉGORIE D'EMPLOI						
	HORS CADRE	CADRE JURIDIQUE	CADRE	PROF. ¹	TECH.	FONCT. ²	TOTAL
BUREAUX CENTRAUX							
Trois-Rivières				2	1	1	4
Québec	2		4	19	7	5	37
Montréal		1	1	12	6	1	21
SOUS-TOTAL	2	1	5	33	14	7	62
BUREAUX RÉGIONAUX							
Québec			1			6	7
Montréal			1			13	14
Gaspé						1	1
Gatineau			1			3	4
Saguenay			1			3	4
Rimouski						1	1
Rouyn-Noranda						1	1
Sept-Îles						1	1
Sherbrooke						3	3
Saint-Jérôme						3	3
Trois-Rivières						3	3
SOUS-TOTAL	0	0	4	0	0	38	42
TOTAL	2	1	9	33	14	45	104

1) Inclut les juristes

2) Inclut les agents de protection du consommateur

N. LE NIVEAU DES EFFECTIFS POUR CHACUNE DES CATÉGORIES D'EMPLOI POUR CHACUN DES CINQ PROCHAINS EXERCICES BUDGÉTAIRES ;

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.16 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION;

- **LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2012-2013 ET EN 2013-2014**
- **LE NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- **LE NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITE QUI SERONT VERSÉES;**
- **LE NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

• **DÉPARTS À LA RETRAITE DU 1^{ER} AVRIL 2013 AU 31 MARS 2014**

CATÉGORIES	NOMBRE
RÉGULIER	6
OCCASIONNEL	0
TOTAL	6

• **NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Le niveau d'effectif régulier autorisé, l'effectif total autorisé et la cible de l'effectif utilisé pour l'exercice financier 2013-2014 ont été réduits en équivalent temps complets (ETC) de 40 % des départs à la retraite (4) survenus au cours de l'exercice financier 2012-2013, soit deux (2) ETC. En conséquence, l'Office de la protection du consommateur bénéficie d'un taux de remplacement de 60 % des départs à la retraite. C'est donc deux (2) des quatre (4) départs à la retraite de l'exercice financier 2012-2013 qui pouvaient être remplacés.

• **NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVU POUR 2014-2015 ET 2015-2016**

Voici le nombre de personnes qui seraient admissibles à la retraite (sans réduction actuarielle) au cours des exercices financiers :

- 2014-2015 : 4 personnes
- 2015-2016 : 11 personnes

Toutefois, nous ne pouvons présumer que ces personnes vont effectivement prendre leur retraite au cours des années précitées considérant le nombre d'années de service ou tout autre facteur personnel.

Aucune indemnité ne sera versée en 2014-2015, ni en 2015-2016.

• **NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS**

Deux (2) retraités ont été engagés pour des contrats en 2013-2014.

G.17 LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2013-2014 EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION;
- LA SUPERFICIE TOTALE POUR CHAQUE LOCAL;
- LA SUPERFICIE TOTALE RÉELLEMENT OCCUPÉE;
- LA SUPERFICIE INOCCUPÉE;
- LE COÛT DE LOCATION AU MÈTRE CARRÉ;
- LE COÛT DE LADITE LOCATION;
- LES COÛTS D'AMÉNAGEMENT OU DE RÉNOVATION RÉALISÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2011, LA NATURE DES TRAVAUX ET LE OU LES BUREAUX VISÉS;
- LA DURÉE DU BAIL;
- LE PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ;
- LE NOMBRE DES SOUS-LOCATAIRES ET LES REVENUS LIÉS À DES SOUS-LOCATIONS, LE CAS ÉCHÉANT.

L'EMPLACEMENT DE LA LOCATION	COÛT ANNUEL	SUPERFICIE (mètres carrés)	DURÉE DU BAIL		PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	COÛTS D'AMÉNAGEMENT RÉALISÉ DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2013
			DATE DE DÉBUT	DATE DE FIN		
100, rue Laviolette, RC 11, Trois-Rivières	45 483,82 \$	236.37			Société québécoise des infrastructures	
337, rue Moreault, Rimouski	7 072,44 \$	48.76	-	-	Société québécoise des infrastructures	
5199, rue Sherbrooke Est, bureau 3671, Montréal	255 544,92 \$	1 188.63	2007-07-01	2017-06-30	Capreit 2 limited partnership	
456, avenue Arnaud, bureau 1.05, Sept-Îles	8 256,96 \$	46.85	1992-02-01	2016-12-31	Gestion immobilière de la Rive	
170, rue de l'Hôtel-de-Ville, bureau 8.300, Gatineau	31 721,64 \$	131.23	-	-	Société québécoise des infrastructures	
400, boul. Jean-Lesage, bureau 450, Québec	293 210,52 \$	1 448.12	2007-02-01	2017-01-31	Édifice Les Façades inc.	
200, rue Belvédère Nord, bureau 3.02, Sherbrooke	27 972,12 \$	132.83	1989-07-15	2019-07-14	2423-5632 Québec inc.	
3950, boul. Harvey, bureau 2.12, Jonquière	25 135,44 \$	190.39	-	-	Société québécoise des infrastructures	
96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé	13 761,12 \$	65.31	-	-	Société québécoise des infrastructures	
255, rue Principale, RC 03, Rouyn-Noranda	9 464,16 \$	56.24	1998-11-01	2014-10-31	Développement Tetra inc.	
500, boul. des Laurentides, bureau 1648 A, Saint-Jérôme	20 156,40 \$	96.84	1999-03-26	2016-12-15	Riocan Holdings (Québec) inc.	

G.20 LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2012-2013, 2013-2014 ET 2014-2015 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT :

- LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE;
- LA CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE;
- LE MONTANT ATTRIBUÉ;
- LE DÉTAIL DU PROJET VISÉ ET LE BUT POURSUIVI PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

LE NOM DE L'ORGANISME CONCERNÉ OU DE LA PERSONNE	LE MONTANT ATTRIBUÉ
ACEF Rive-Sud de Québec (Association coopérative d'économie familiale de la Rive-Sud de Québec)	7 500,00 \$
Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)	10 000,00 \$
Fondation Claude Masse	4 000,00 \$
Juripop	10 000,00 \$
Option consommateurs	4 329,83 \$
Union des consommateurs	2 300,00 \$
Université Laval	3 000,00 \$

Données au 31 mars 2014

G.21 LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE :

- LE NOM DE LA PERSONNE;
 - LE POSTE OCCUPÉ;
 - LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
 - L'ASSIGNATION INITIALE;
 - LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
 - LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION, S'IL Y A LIEU.
-

L'Office de la protection du consommateur n'a pas de personnel hors structure.

G.22 LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT :

- LE POSTE INITIAL;
 - LE SALAIRE;
 - LE POSTE ACTUEL, S'IL Y A LIEU;
 - LA DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ;
 - LES PRÉVISIONS 2014-2015.
-

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.23 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2013-2014 :

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G.24 LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES, EN INDIQUANT :

- LE NOM DE LA PERSONNE;
- LE POSTE OCCUPÉ ET LE NOM DE L'ORGANISME;
- LE SALAIRE DE BASE ET LES BONIS, LE CAS ÉCHÉANT;
- L'ASSIGNATION INITIALE;
- L'ASSIGNATION ACTUELLE;
- LA DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE;
- LA DATE DE LA FIN DE L'ASSIGNATION (S'IL Y A LIEU).

NOM	POSTE	SALAIRE	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DE L'ASSIGNATION HORS STRUCTURE	DATE DE FIN DE L'ASSIGNATION
ANGERS, Gilles	Secrétaire général Office de la protection du consommateur	114 386,00 \$	Secrétaire général Office de la protection du consommateur	Secrétaire général Commission municipale du Québec	2013-01-28	2014-03-18 ¹

¹ Date prévue de fin d'assignation 2014-03-18 : Retraite le 2014-02-28

G.25 LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014 EN PRÉCISANT POUR CHAQUE ABONNEMENT :

- LE COÛT DE CHACUN;
- LE FOURNISSEUR;
- LA NATURE DU SERVICE;
- LES SOMMES DÉBOURSÉES POUR L'ACHAT DE BILLETS DE SAISON;
- LA RÉSERVATION DE LOGES;
- LES FRAIS ENCOURUS AFIN DE DEVENIR MEMBRE D'UN CLUB PRIVÉ OU AUTRE.

FOURNISSEURS	DESCRIPTION	COÛT
Affaires, Les	Publication périodique	59,95 \$
Bel Âge	Publication périodique	39,95 \$
Blitz 24 inc.	Internet (Répertoire des médias du Canada)	600,00 \$
Consumers report	Publication périodique	34,51 \$
Éditions juridiques FD inc., Les	Mise à jour (Proc. pénale ann., Jurisprudence)	250,00 \$
Éditions Wilson & Lafleur, Les	Mise à jour (Code civil du Québec, C. proc. civile, Code criminel)	1 377,00 \$
Éditions Yvon Blais, Les	Mise à jour (Accès à l'information: Loi annotée)	259,70 \$
	Mise à jour (Manuel de preuve pénale)	430,60 \$
	Mise à jour (Répertoire jurisprudence pénale)	228,00 \$
Étoile du Lac, L'	Publication périodique	38,00 \$
Hootsuite	Internet (Outil de gestion des médias sociaux)	77,40 \$
ICCA	Internet (Accès au Manuel de l'ICCA)	335,00 \$
Journal de Montréal, Le	Publication périodique	228,80 \$
Journal de Québec, Le	Publication périodique	389,55 \$
	Internet	41,06 \$
Journal Lac St-Jean, Le	Publication périodique	38,00 \$
Légis Québec (Publications du Québec)	Banque de données	691,46 \$
Nouvel Observateur, Le	Publication périodique	144,41 \$
Nouvelliste, Le	Publication périodique	225,16 \$
Novaxis Solutions inc.	Banque de données	2 029,43 \$
Plein jour Baie Comeau, Le	Internet (gratuit)	0,00 \$
Presse, La	Publication périodique (Québec)	379,33 \$
	Publication périodique (Montréal)	220,48 \$
Progrès, Le	Publication périodique	72,83 \$
Publications CCH, Les	Mise à jour (Accès à l'information et protection des renseignements personnels)	1 198,00 \$
Publications du Québec, Les	Mise à jour (Projets de loi publics)	585,00 \$
Quotidien, Le	Publication périodique	203,84 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Internet (Juris.doc, Exp élect civil & Exp civil palier)	2 685,00 \$
Soleil, Le	Publication périodique	340,10 \$
Soundview Executive Book Summaries	Publication périodique	138,93 \$
Tourisme Plus	Publication périodique	45,00 \$
Tribune, La	Publication périodique	195,00 \$
TOTAL		13 581,49 \$

Aucune somme n'a été déboursée pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges ou pour devenir membre d'un club privé ou autre.

Données au 31 mars 2014

G.26 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- LE NOM DU SITE WEB;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);
- LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.

SITE WEB ET INTERFACE POUR VERSION MOBILE – ADRESSE DU SITE INTERNET : www.opc.gouv.qc.ca ADRESSE DE LA VERSION MOBILE : m.opc.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL AYANT CONÇU LE SITE	Soutien des consultants suivants en 2013-2014 : Furaxe, Séquence Digitale et Utilitest Un nouveau site Web a été mis en ligne le 5 mars 2013
LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE	Coûts de construction en 2013-2014 pour la mise en ligne du nouveau site : 6 017 \$ pour des contrats de service
LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR	Hébergement du site par le CSPQ : 3 000 \$ Développement en continu et entretien par l'entreprise Qc média : 36 738 \$
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT)	Le site a été refondu quatre fois (en 2000, en 2003, en 2008 et en 2013). Objectifs des trois premières refontes : <ul style="list-style-type: none"> • se conformer aux standards proposés par le World Wide Web Consortium (W3C), organisme international à but non-lucratif dont l'objectif est de normaliser la façon de naviguer sur le Web; • se conformer aux Standards sur l'accessibilité du Web aux personnes handicapées du gouvernement du Québec; • améliorer la navigation dans le site.

G.26 POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- LE NOM DU SITE WEB;
- LE NOM DE LA FIRME OU DU PROFESSIONNEL, DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE;
- LES COÛTS DE CONSTRUCTION DU SITE;
- LES COÛTS D'HÉBERGEMENT, D'ENTRETIEN ET DE MISE À JOUR;
- LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT);
- LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »);
- LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR;
- LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE.

SITE WEB ET INTERFACE POUR VERSION MOBILE – ADRESSE DU SITE INTERNET : www.opc.gouv.qc.ca ADRESSE DE LA VERSION MOBILE : m.opc.gouv.qc.ca	
SUJETS	DÉTAILS
LES COÛTS DE MODERNISATION OU DE REFONTE (EN SPÉCIFIANT COMBIEN DE FOIS LE SITE A ÉTÉ REFAIT ET LES RAISONS DU CHANGEMENT)	<p>Objectifs de la dernière refonte :</p> <ul style="list-style-type: none"> • simplifier la structure du site et vulgariser les textes; • fournir des outils aux consommateurs pour faire valoir leurs droits; • bonifier les contenus destinés aux commerçants pour leur permettre d'adopter de bonnes pratiques commerciales; • permettre l'accès sur d'autres plateformes (tablette, mobile); • simplifier le travail des employés responsables du site. <p>Les coûts associés aux derniers travaux de refonte sont inclus dans les coûts de construction, d'entretien et de mise à jour (42 755 \$)</p>
LA FRÉQUENCE JOURNALIÈRE, HEBDOMADAIRE ET MENSUELLE DES VISITES (NOMBRE DE « HITS »)	Approximativement 100 000 visites par mois, soit environ 25 000 par semaine et 3570 par jour
LA FRÉQUENCE MOYENNE DE MISE À JOUR	Plusieurs fois par semaine
LE RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	Coordonnateur Web

G.27 NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS ET SANS EN RESTREINDRE LA PORTÉE :

- LA LISTE;
 - LES MANDATS;
 - LES CONTRATS;
 - LE RÉSULTAT DU TRAVAIL EFFECTUÉ;
 - LES ÉCHÉANCES PRÉVUES;
 - LES SOMMES IMPLIQUÉES.
-

Il n'y a pas eu de nomination à cet égard à l'Office de la protection du consommateur en 2013-2014.

G.29 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2011-2012, 2012-2013 ET 2013-2014 :

- LES COÛTS RELIÉS AU TRAITEMENT ET RÉPONSES AUX DEMANDES D'ACCÈS;
 - LE MONTANT TOTAL FACTURÉ ET RÉCOLTÉ DÉCOULANT DES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION;
 - LE NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES;
 - LE NOMBRE DE REFUS (AVEC MENTION DE LA RAISON OU DE L'ARTICLE);
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 20 JOURS;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES DANS UN DÉLAI DE 30 JOURS;
 - LE NOMBRE DE DEMANDES AYANT ÉTÉ TRAITÉES HORS DÉLAI.
-

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

G.31 LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2013-2014 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.32 LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.33 TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2014-2015.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2013-2014 des ministères et organismes.

G.34 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2013-2014 ET LES PRÉVISIONS 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.35 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 ET EN 2013-2014, AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2014-2015 ET 2015-2016, EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHAQUE PROGRAMME, ENTENTE OU AUTRE LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES SONT CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

L'Office de la protection du consommateur n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2013-2014.

G.36 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

<i>PRIMES AU RENDEMENT ET BONIS</i>	Montant total des primes au rendement	Bonis
ADMINISTRATEURS D'ÉTAT	-	-
CADRES	-	-
PERSONNEL PROFESSIONNEL⁽¹⁾	17 739,00 \$	-
PERSONNEL DE BUREAU / TECHNICIENS / ASSIMILÉS	-	-
PERSONNEL OUVRIER	S/O	S/O
TOTAL	17 739,00 \$	-

(1) Incluant les classes d'emploi « conseiller en gestion des ressources humaines » et « juriste »

G.37 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART, INCLUANT DES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT.

Aucune prime de départ, incluant des montants versés pour bris de contrat, n'a été versée par l'Office de la protection du consommateur en 2013-2014.

G.38 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, DONT LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC., FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

G.39 DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE ?

- FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;
- FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant à l'Office de la protection du consommateur qui reçoit une rémunération sans qu'aucune fonction ou tâche ne lui soit assignée.

G.40 DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT?

- FOURNIR LA LISTE DES NOMS, DES FONCTIONS PRÉCÉDENTES OCCUPÉES ET LA DATE DE CESSATION DES FONCTIONS POUR CHAQUE PERSONNE;
 - FOURNIR LA LISTE DES SALAIRES VERSÉS À CHAQUE PERSONNE.
-

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Comité consultatif des agents de voyages

Le comité consultatif des agents de voyages a été créé en 2004, lors de l'entrée en vigueur de modifications au Règlement sur les agents de voyages, afin de répondre aux souhaits exprimés par les intervenants de l'industrie du voyage.

Conformément aux dispositions réglementaires, ce comité a pour mandat de conseiller le ministre responsable de l'application de la Loi sur les agents de voyages sur toute matière relative aux activités des agents de voyages et de lui donner son avis sur toute question qu'il lui soumet relativement aux activités des agents de voyages.

Le comité est formé du président de l'Office de la protection du consommateur, qui en assume la responsabilité, et de huit membres nommés par le ministre. Quatre membres sont nommés après consultation de représentants du secteur du voyage, deux sont nommés après consultation de représentants des consommateurs et deux membres sont nommés par le gouvernement pour représenter l'administration gouvernementale, dont un est issu de l'Office.

La mise sur pied de ce comité a permis de créer un lieu d'échanges permanent sur les problématiques de l'industrie du voyage, de façon à dégager de nouvelles pistes d'intervention pour les différents acteurs de cette industrie.

Les membres du comité

Le comité est constitué de neuf membres, dont la présidente de l'Office. Les personnes suivantes forment le comité :

Madame Ginette Galarneau, présidente

Madame Monique Audet

Madame Sylvie de Bellefeuille

Madame Laurence Marget

Monsieur Bernard Bussières

Monsieur Marc Croteau

Monsieur Jean-Louis Renaud

Monsieur Claude St-Pierre

Monsieur Robert Turcotte

Il est à noter qu'il n'y a pas d'honoraires versés aux membres de ce comité.

Conseil consultatif des consommateurs

Le Conseil consultatif des consommateurs a été créé en 2013 à l'initiative de l'Office. Il est composé de onze membres :

- six personnes issues des associations de consommateurs (Coalition des associations de consommateurs du Québec (2), Union des consommateurs (2), Option consommateurs (1) et Service de protection et d'information du consommateur de Shawinigan (1));
- deux experts en protection du consommateur du milieu académique (Pierre-Claude Lafond, Faculté de droit de l'Université de Montréal et Said Zouiten, Directeur du département de marketing, Université du Québec à Trois-Rivières);
- trois représentants de l'Office : la présidente, le directeur des Affaires juridiques et le directeur des Services aux consommateurs et de la surveillance administrative.

Cette instance permet à l'Office de consulter avec plus de régularité et de profondeur ses partenaires naturels sur des questions liées à l'exercice des mandats que la loi lui confie.

Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation forfaitaire de 250 \$ est versée, par réunion, pour la préparation et la participation à la réunion, ainsi que pour les frais de déplacement encourus.

G.41 LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS À CES PERSONNES.

Les six membres issus des associations de consommateurs sont listés ci-dessous, ainsi que le montant total des allocations qui leur ont été versées en 2013-2014 :

Madame Marie-Édith Trudel, ACEF de la Rive-Sud de Montréal	1 250 \$
Monsieur Denis Falardeau, ACEF de Québec	1 250 \$
Madame Sonia St-Pierre, ACEF du Grand-Portage	1 000 \$
Monsieur Marcel Boucher, Union des consommateurs	1 000 \$
Madame Dominique Gervais, Option consommateurs	750 \$
Madame Sylvie Angéline Bourassa, SPIC	500 \$

Comité consultatif sur le commerce de détail

Le Comité consultatif sur le commerce de détail a été créé en 2014 à l'initiative de l'Office. Il est composé de neuf membres :

- trois personnes issues des associations de commerçants, soit le Conseil canadien du commerce de détail, le Conseil québécois du commerce de détail et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante;
- trois personnes issues des associations de consommateurs, soit la Coalition des associations de consommateurs du Québec, l'Union des consommateurs et Option consommateurs;
- trois représentants de l'Office : la présidente, le directeur des Affaires juridiques et le directeur des Services aux consommateurs et de la surveillance administrative.

Cette instance a pour objectif d'établir des relations plus soutenues entre les différentes parties prenantes en consommation et de discuter des enjeux et des réalités propres à chaque catégorie d'acteurs : commerçants, consommateurs et gouvernement.

Pour les participants représentant une association de consommateurs, une allocation de 250 \$ est prévue pour chaque présence aux réunions.

Il est à noter que ce comité ne s'est pas réuni en 2013-2014 et que par conséquent, aucun montant n'a été versé aux membres à titre d'honoraires.

Table de concertation des cinq organismes de protection du public

Créée en 2010 à l'initiative du président de l'Office, la Table de concertation des organismes de protection du public regroupe les dirigeants de :

- l'Autorité des marchés financiers;
- l'Office des professions;
- la Régie du bâtiment;
- la Régie du logement;
- l'Office de la protection du consommateur.

L'objectif de cette table est d'échanger de l'information à propos des meilleures pratiques, des initiatives et des projets de chacun des organismes.

G.42 LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- LE NOMBRE D'AUTORISATIONS;
- LE NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME TOUCHÉ(E);
- LE NOM DE TOUS LES SOUS-TRAITANTS ASSOCIÉS AU CONTRAT;
- LE MONTANT ACCORDÉ;
- LE NOM DE LA PERSONNE AYANT AUTORISÉ LA DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE;
- LES MOTIFS DE LA DEMANDE;
- TOUT RAPPORT D'ÉVALUATION, DE VÉRIFICATION OU D'ENQUÊTE PRODUIT CONCERNANT UN DE CES CONTRATS.

Aucun contrat octroyé par l'Office en 2013-2014 n'a fait l'objet d'une autorisation suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

G.43 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

G.44 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR, POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

Veillez vous référer aux données des questions 15c et 15f des demandes de renseignements généraux.

G.45 POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2005 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT :

- LA NATURE DE L'ENTENTE;
- LES SOMMES ASSOCIÉES;
- LA OU LES DATES DE VERSEMENT;
- LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.

L'Office de la protection du consommateur n'a aucune entente avec une ou des conférences régionales des élus depuis le 1^{er} avril 2005.